



Assemblée générale

PROVISOIRE

UN LIBRARY

A/42/PV.30
14 octobre 1987

OCT 19 1987

FRANCAIS

Quarante-deuxième session

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA 30e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le jeudi 8 octobre 1987, à 10 heures

Président : M. FLORIN (République démocratique allemande)

Allocution de M. Ali Hassan Mwinyi, Président de la République-Unie de Tanzanie

Allocution de S. E. le Commandant Daniel Ortega Saavedra, Président de la République du Nicaragua

Débat général [9] (suite)

Déclarations de :

M. Al-Eryany (Yémen)

M. Gurinovich (République socialiste soviétique de Biélorussie)

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

La séance est ouverte à 10 h 20.

ALLOCUTION DE M. ALI HASSAN MWINYI, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée va d'abord entendre une déclaration prononcée par le Président de la République-Unie de Tanzanie.

M. Ali Hassan Mwinyi, Président de la République-Unie de Tanzanie, est esorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue aux Nations Unies au Président de la République-Unie de Tanzanie, S. E. l'Honorable Ali Hassan Mwinyi, et de l'inviter à s'adresser à l'Assemblée.

Le Président MWINYI (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter à l'occasion de votre élection bien méritée à la présidence de la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale. Je suis convaincu que, sous votre direction remarquable et habile, cette assemblée parviendra à réaliser les aspirations de tous les peuples épris de paix du monde.

Je voudrais également féliciter notre Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuéllar, pour ses efforts inlassables en vue de promouvoir la paix, la sécurité et la coopération internationales. Il a besoin de l'aide de tous les Etats Membres pour s'acquitter de cette tâche difficile et ardue. Je puis l'assurer de la coopération et de l'appui continus de la Tanzanie dans cette noble entreprise. Les représentants se souviendront que la dernière fois que le Président de la République-Unie de Tanzanie a pris la parole à l'Assemblée, c'était à l'occasion du quarantième anniversaire des Nations Unies. A l'époque, mon prédécesseur, Mwaimu Julius K. Nyerere, a réitéré sa foi dans les Nations Unies. Il a souligné ce qui suit :

"Dans mon intervention, la dernière que j'adresse à l'Assemblée générale, j'ai essayé de décrire les événements, ... et les besoins tels que nous les percevons en Tanzanie. Mon pays ne cessera pas de répéter ces choses lorsque le nouveau président prendra ses fonctions, car nous sommes un pays pauvre et sous-développé et nous n'avons aucun pouvoir dans le monde, si ce n'est le droit de parole qui nous a été donné par cette assemblée et par l'humanité.

Le Président Mwinyi

Nous taire en face du danger, nous abstenir de nous attaquer à des politiques alors que nous les considérons contraires aux intérêts de la paix et de la justice, serait renoncer à notre liberté et à notre dignité. Cela, nous ne le ferons jamais." (A/40/PV.13, p. 21)

Voilà pourquoi, en tant que nouveau président de la République-Unie de Tanzanie, j'ai pensé qu'il serait approprié que je vienne réaffirmer cette position devant la communauté internationale. Mon pays, qui est devenu le 104e Membre de l'Organisation en 1961, continuera de se servir de la tribune des Nations Unies pour dire ses préoccupations et sa foi en la paix, la justice et l'égalité. C'est avec beaucoup de bonne volonté envers les 159 nations représentées ici que je veux réitérer notre foi dans les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies. En effet, les Nations Unies ont toujours joué et continueront de jouer un rôle clef en s'acquittant de leur responsabilité première, à savoir le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nous savons que les Nations Unies ont leurs imperfections, mais nous devons également accepter le fait que les Etats Membres sont en grande partie responsables de ces imperfections. Les Nations Unies ne peuvent faire que ce que leurs Etats Membres veulent bien faire. Ainsi, le système de sécurité collective prévu dans la Charte n'a pas fonctionné parce que quelques Etats Membres ont refusé d'appliquer certaines dispositions de la Charte. Les membres permanents du Conseil de sécurité en particulier n'ont pas coopéré très souvent en vue de résoudre des conflits.

La majorité des membres de cette organisation n'étaient pas présents lors de la création des Nations Unies parce qu'ils n'étaient pas encore indépendants à l'époque. Il n'est donc pas étonnant que ces nouveaux pays indépendants défendent la démocratisation de cette organisation. Ils le font pour veiller à ce que leurs points de vue et leurs intérêts soient pleinement pris en considération dans le processus de prises de décisions. C'est pour cette raison qu'ils ont souvent insisté pour que l'on examine sous un jour nouveau ses organes principaux, surtout le Conseil de sécurité. Mais cet appel a souvent été délibérément mal compris par ceux dont les intérêts de longue date sont bien enracinés dans la Charte des Nations Unies.

Ces pays ne veulent pas accepter le fait que la scène internationale changeante et la composition quasi universelle de cette organisation exigent que les Nations Unies s'ajustent pour accommoder les intérêts légitimes de leur

Le Président Mwinyi

nouvelle majorité. Ceux qui critiquent les Nations Unies se sont servis des exigences de cette nouvelle majorité comme d'un prétexte pour saper l'Organisation et l'esprit d'internationalisme. Ils ont souvent adopté des mesures multilatérales pour répondre à leurs intérêts nationaux.

Nous lançons un appel instant à ces pays pour qu'ils revoient leur attitude envers les Nations Unies dans l'intérêt de la paix mondiale. Nous sommes tous d'accord que l'on peut améliorer considérablement notre organisation. Je suis certain que nous pouvons tous oeuvrer ensemble pour améliorer l'efficacité de cette organisation. L'adoption par consensus à la quarante et unième session de l'Assemblée générale de la résolution 41/213 relative à l'examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies est un pas important pour atteindre cet objectif.

Dans son rapport de l'an dernier à l'Assemblée générale, le Secrétaire général a lancé un appel aux Nations Unies pour :

"... mettre fin rapidement aux conflits qui causent depuis si longtemps des souffrances effroyables aux pays et aux populations directement touchés, et qui empêchent la croissance de la confiance internationale nécessaire pour résoudre les problèmes mondiaux plus vastes." (A/41/1, p. 3).

Un tel conflit existe en Afrique australe.

L'apartheid, qui a été condamné par cette organisation en tant que crime contre l'humanité, continue de menacer la paix et la sécurité en Afrique australe. Le régime sud-africain a eu recours à une violence sans précédent, tirant en plein jour sur des manifestants, procédant à des arrestations de masse comprenant même des enfants innocents et imposant rigoureusement un état d'urgence meurtrier. En mai de cette année, il a ouvert un nouveau chapitre de la répression à la suite d'élections concernant uniquement la minorité blanche. Dans l'euphorie de sa "victoire", M. Botha a annoncé sa détermination de préserver sa "culture" et de briser ses opposants, en particulier l'African National Congress (ANC).

Le Président Mwinyi

Tout en intensifiant sa brutalité contre la majorité noire d'Afrique du Sud, le régime raciste essaie de tromper le monde en proposant de vagues réformes de l'apartheid. Les propositions récentes de Botha destinées à établir un conseil statutaire national et des conseils régionaux où les Noirs seraient représentés ne constituent que des changements de façade.

Ces propositions ne peuvent mettre fin à l'apartheid. Elles ont pour but d'impliquer la population noire dans le renforcement de l'apartheid. Il n'est donc pas surprenant qu'elles aient été rejetées par la majorité africaine et ses mouvements de libération. L'apartheid, je le dis bien haut, est une malédiction et ne peut être réformé. Il faut l'abolir.

Dans un effort désespéré pour maintenir en place son régime minoritaire et détourner l'attention de ses crimes internes, Botha poursuit ses raids meurtriers contre les Etats de première ligne et contre les pays voisins. Tous les Etats de la sous-région ont été attaqués : le Botswana, le Lesotho, le Mozambique, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe. L'Angola a été envahi à maintes reprises par l'Afrique du Sud, et certaines parties de son territoire ont été occupées.

Les bandits du MNR et de l'UNITA continuent à opérer impunément au Mozambique et en Angola, respectivement. Les dommages causés dans ces Etats par le régime raciste et ces bandits depuis cinq ans s'élèvent à plus de 10 milliards de dollars. De plus, les Etats de la ligne de front et d'autres Etats voisins ont été soumis à des pressions économiques. Le but du régime d'apartheid est d'intimider ces Etats pour qu'ils cessent d'accorder leur appui à la lutte pour la liberté contre le régime minoritaire.

Le plus dur à admettre, c'est que ce crime qu'est l'apartheid est commis au XXe siècle, sous les yeux d'un monde civilisé. Ce crime contre l'humanité est amplement documenté et diffusé, jour après jour, dans des enceintes internationales et dans les salons de nombreux foyers, partout dans le monde. Des démarches ont été faites auprès de gouvernements de tous les continents mais il semble qu'elles n'aient mené à rien. On dirait que le monde fait complètement abstraction des appels de la population opprimée de l'Afrique australe. Rien n'a vraiment été fait pour mettre fin à ce crime flagrant, et encore moins pour punir ses auteurs.

Sans nul doute, les générations futures se demanderont comment nous avons pu demeurer passifs devant un crime aussi abominable, tout comme nous demandons comment une génération précédente a pu rester passive devant les crimes d'Hitler

Le Président Mwinyi

contre les juifs. Nous demandons instamment aux Etats Membres et à la communauté internationale d'agir collectivement et de façon décisive pour mettre fin à la cruauté intolérable qui sévit en Afrique australe.

Il est toutefois encourageant de constater qu'aux Etats-Unis et dans de nombreux pays d'Europe occidentale, qui ont des liens de longue date avec l'Afrique du Sud de l'apartheid, l'opinion publique s'élève de plus en plus contre l'apartheid. Des parlements, des hommes de loi, des syndicats, des organisations de femmes et de jeunes font pression sur leurs gouvernements pour qu'ils adoptent des mesures concrètes contre l'apartheid.

Nous avons été très encouragés, par exemple, par l'ensemble de sanctions contre l'Afrique du Sud qu'a approuvées le Congrès des Etats-Unis, en dépit d'un veto présidentiel. Nous espérons que les gouvernements de ces pays se montreront à la hauteur des attentes de leurs peuples et des aspirations des victimes de l'apartheid.

Je souligne que le peuple de la Tanzanie comme, d'ailleurs, tous ceux du continent africain, est profondément affligé de voir souffrir la majorité opprimée d'Afrique du Sud et de Namibie. Nous estimons que notre indépendance demeurera incomplète tant que dureront l'apartheid en Afrique du Sud et le colonialisme brutal en Namibie. Aussi appuyons-nous sans réserve le droit et les efforts des majorités de ces pays qui cherchent à recouvrer leur liberté et leur dignité par tous les moyens possibles, y compris, le cas échéant, la lutte armée.

Je n'ignore pas qu'il y a des pays qui, répugnant à la violence, se gardent d'appuyer la lutte armée pour la libération. Il nous est difficile de comprendre leur position, car à notre avis la victime d'un crime violent a le droit de se défendre par la violence. Toutefois, nous respectons l'opinion de ces pays. Nous espérons, néanmoins, qu'ils appuieront la demande d'imposition de sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud. C'est le seul moyen pacifique dont nous disposons encore pour mettre fin à l'apartheid. Une pression économique de ce genre amènera le régime d'Afrique du Sud à abandonner l'apartheid. Sans quoi, l'Afrique du Sud ne démantèlera pas l'apartheid.

Nous reconnaissons que ces sanctions seront préjudiciables aux pays voisins de l'Afrique du Sud et aux Etats de première ligne. Elles doivent, par conséquent, être assorties d'un programme pratique destiné à pallier les effets sur ces Etats

Le Président Mwinyi

de telles sanctions, y compris celles qu'un régime d'apartheid désespéré ne manquera pas de leur imposer. Cela entraînera de grands sacrifices, mais ils seront moins lourds si les sanctions sont véritablement et universellement appliquées.

Je voudrais saisir cette occasion pour rendre hommage aux pays qui ont montré leur solidarité avec les masses opprimées de l'Afrique australe en imposant toutes sortes de sanctions contre l'Afrique du Sud. Nous apprécions tout particulièrement les sanctions imposées par les pays nordiques, par l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada et certains pays de la Communauté économique européenne.

Il est inadmissible que la Namibie reste occupée illégalement par l'Afrique du Sud alors que l'Organisation des Nations Unies a mis fin au mandat du régime d'apartheid il y a de cela 20 ans. L'Afrique du Sud a montré son mépris total des Nations Unies en refusant d'appliquer la résolution 435 (1978).

Selon nous, lier l'indépendance de la Namibie au retrait des forces cubaines d'Angola est une erreur magistrale. Outre que cette politique prolonge l'agonie du peuple namibien sous la domination brutale de l'Afrique du Sud, elle a pratiquement fait savoir au régime de Pretoria qu'il pouvait compter sur des supporteurs puissants et fidèles dans sa politique d'apartheid et de déstabilisation.

La résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité est la seule base acceptable de règlement pacifique du problème namibien. Elle a l'appui de tous les Etats Membres et elle n'établit aucun lien entre l'indépendance de la Namibie et le retrait des forces cubaines. C'est pourquoi nous appuyons les efforts que fait le Secrétaire général pour que les parties intéressées mettent en oeuvre cette résolution. Nous réaffirmons aussi notre plein appui à la SWAPO, seul représentant authentique du peuple namibien dans sa lutte pour libérer son pays de l'occupation coloniale.

Le Président Mwinyi

L'Organisation des Nations Unies ne peut éluder son devoir historique et doit aider l'Afrique du Sud et la Namibie à accéder à la liberté. Le temps presse si l'on veut qu'un changement pacifique ou moins violent se produise en Afrique australe. Si la communauté internationale n'adopte pas de mesures décisives, la situation dans cette région continuera de se détériorer et il y aura de nouvelles effusions de sang. Nous avons donc l'obligation morale d'empêcher une nouvelle aggravation de cette situation.

La Tanzanie est aussi préoccupée par les injustices constatées au Moyen-Orient. Voilà près de 40 ans que le peuple palestinien a été chassé de sa patrie par la force. Voilà 20 ans qu'Israël occupe illégalement des territoires arabes. Nous demandons fermement qu'Israël se retire complètement et sans condition de ces territoires et nous réaffirmons notre appui au droit inaliénable du peuple palestinien à un Etat indépendant, sous la direction de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

En outre, nous espérons sincèrement qu'une solution pacifique pourra être trouvée au conflit qui divise le Royaume du Maroc et la République démocratique arabe sahraouie et que le peuple sahraoui pourra choisir librement son propre destin, sans ingérence extérieure.

Des conflits régionaux dans lesquels les intérêts des grandes puissances divergent ou convergent existent également dans d'autres parties du monde. Nous avons été heureux de constater qu'en Afghanistan et à Chypre, on a fait appel aux bons offices du Secrétaire général afin de protéger le caractère non aligné de ces pays.

Au Kampuchea, les parties intéressées doivent parvenir, sans ingérence extérieure, à un règlement politique, ce qui permettrait à ce pays de retrouver son caractère pacifique, indépendant et non aligné. Nous estimons que la proposition en huit points présentée par le Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique et celles faites par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) sont des atouts importants pour la concrétisation de ce règlement.

Nous déplorons que, par suite d'une ingérence extérieure, la situation en Amérique centrale se soit aggravée. Nous appuyons les efforts faits par le peuple et le Gouvernement nicaraguayens pour défendre leur souveraineté. La proposition de Guatemala, qui a été approuvée par cinq dirigeants de pays d'Amérique centrale le 7 août 1987, mérite notre plein appui.

Le Président Mwinyi

Le climat de tension qui persiste dans la péninsule Coréenne nous préoccupe également beaucoup. A notre avis, le retrait de toutes les forces étrangères de la péninsule est une condition importante du maintien de la stabilité dans la région. L'établissement d'un dialogue entre la Corée du Nord et la Corée du Sud et l'ouverture de négociations tripartites entre les deux Corée et les Etats-Unis devraient être encouragés.

La Tanzanie a des relations diplomatiques aussi bien avec l'Iraq qu'avec l'Iran, et notre peuple éprouve les sentiments les plus amicaux pour les gouvernements et les peuples de ces deux pays. Nous lançons de nouveau un appel aux deux Etats pour qu'ils s'efforcent de trouver un règlement politique à leur différend et mettent fin à leur guerre. Nous demandons instamment à toutes les grandes puissances de s'abstenir d'adopter des mesures qui pourraient entraîner une escalade de la guerre et menacer plus encore la paix régionale et mondiale. Nous demandons surtout aux membres permanents du Conseil de sécurité de s'acquitter de leur responsabilité collective et de s'efforcer de trouver ensemble une solution pacifique à ce conflit.

Nous en appelons à la sagesse pour que des solutions pacifiques puissent être trouvées à tous ces conflits. La paix mondiale pourrait sûrement être renforcée si chaque nation respectait strictement la souveraineté et l'indépendance des autres nations et s'abstenait de s'ingérer dans leurs affaires intérieures. On devrait toujours s'abstenir d'avoir recours à la menace ou à l'emploi de la force pour le règlement des différends. Nous devons tous nous conformer scrupuleusement aux normes du droit international qui régissent les relations entre nations souveraines et indépendantes.

La course aux armements, surtout aux armes nucléaires, est une autre menace à la survie de l'humanité. Plus de 1 000 milliards de dollars des Etats-Unis sont gaspillés chaque année dans cette course insensée. Des ressources qui pourraient être utilisées aux fins du développement économique et social sont dilapidées dans une compétition qui menace la survie de l'humanité.

Certains d'entre nous avaient espéré que le moratoire soviétique sur les essais nucléaires ouvrirait la voie à l'interdiction globale des essais nucléaires. Malheureusement, on a laissé passer cette occasion d'atteindre l'objectif visé. Toutes les puissances nucléaires continuent d'effectuer des

Le Président Mwinyi

essais nucléaires. En tant que coauteur de l'Initiative de paix de six nations, la Tanzanie demande une fois encore aux puissances nucléaires, en particulier aux deux superpuissances, de mettre un terme aux essais nucléaires et de s'abstenir de s'engager dans une course aux armements dans l'espace. Au nom de l'humanité, nous en appelons au respect de notre droit à la vie, qui est maintenant menacée par les armes nucléaires.

Nous sommes encouragés par l'accord conclu en principe entre les Etats-Unis et l'Union soviétique en vue d'éliminer les missiles nucléaires de portée intermédiaire en Europe. Selon nous, cet accord est un premier pas vers l'objectif final : le désarmement général et complet.

La paix et la pauvreté ne peuvent coexister. Par conséquent, le sous-développement économique du tiers monde représente aussi une menace à la paix mondiale. Un tiers seulement de l'humanité s'épanouit dans la prospérité pendant que les deux autres tiers se débattent dans une pauvreté abjecte. La faim, la maladie et l'ignorance sont le lot de centaines de millions de gens appartenant à nos populations et, pourtant, le monde ne manque pas des ressources nécessaires pour répondre aux besoins de toute l'humanité.

Les pays riches et industrialisés nous disent qu'une redistribution équitable des ressources mondiales n'est possible que grâce au libre-échange, mais nous savons pertinemment que les soi-disant défenseurs du libre-échange sont ceux-là mêmes qui ont adopté des mesures protectionnistes énergiques contre les exportations des pays en développement. En conséquence, les pays du tiers monde se voient refuser l'accès aux marchés des pays industrialisés. Les prix de leurs produits de base d'exportation demeurent très bas alors que les prix des produits manufacturés d'importation en provenance des pays industrialisés ne cessent d'augmenter. Voilà pourquoi les termes de l'échange leur sont défavorables, leurs balances des paiements accusent des déficits considérables et le fardeau de leur dette est de plus en plus écrasant.

On estime que le tiers monde doit environ 1 000 milliards de dollars des Etats-Unis aux pays développés. En 1985 seulement, les pays en développement ont remboursé 115 milliards de dollars de dettes et n'ont reçu, en contrepartie, que 42 milliards de dollars sous forme de nouveaux prêts. Autrement dit, 74 milliards de dollars sont passés des pays pauvres du Sud aux pays riches du Nord. Les

Le Président Mwinyi

recettes d'exportation des pays en développement non producteurs de pétrole ont également baissé, passant de 104 milliards de dollars en 1980 à 87 milliards de dollars en 1985, à cause de la baisse des prix de leurs produits de base d'exportation. En conséquence, outre ce manque à gagner, les pays en développement ont dû emprunter une somme supplémentaire de 28 milliards de dollars rien que pour assurer le service de leur dette. Il faut donc que les créditeurs et les emprunteurs se penchent d'urgence sur ce grave problème afin de lui trouver une solution mutuellement acceptable.

Le Président Mwinyi

Les sorties toujours plus nombreuses de ressources des pays pauvres vers les pays riches dues au service de la dette et aux termes défavorables de l'échange aggravent encore la situation économique critique du tiers monde. Il en résulte un système économique mondial inéquitable qui ne peut que profiter aux pays riches industrialisés. Le système actuel n'a pas su répondre aux efforts de développement des pays en développement. Voilà pourquoi le fossé entre le Nord riche et le Sud pauvre ne fait que se creuser d'année en année.

Dès lors, il est bien évident que le succès des efforts de développement entrepris par les pays en développement, tant individuellement que collectivement par le biais de la coopération Sud-Sud, dépend dans une grande mesure de la restructuration du système économique mondial. C'est pourquoi nous demandons instamment l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

Les pays du tiers monde ont montré qu'ils étaient prêts à négocier avec leurs collègues du Nord sur cette importante question. Nous croyons qu'il s'impose de prendre de toute urgence les mesures concertées susceptibles de promouvoir le développement des pays en développement et d'établir des relations plus équitables entre le Nord et le Sud. Souvent, toutefois, nos efforts ont été déjoués par l'absence de volonté politique de certains pays développés désireux de défendre leur position privilégiée aux dépens de la majorité qui souffre.

Nous en appelons à ces pays pour qu'ils revoient leur position, dans l'intérêt de la justice et de la prospérité de toute l'humanité. Nous sommes par ailleurs convaincus que les Nations Unies ont l'obligation morale de veiller à ce que le combat pour l'instauration d'un ordre mondial plus équitable aboutisse afin que tous les hommes soient sauvés de la faim, de la famine et d'une pauvreté abjecte.

En conséquence, nous demandons instamment la réouverture rapide des négociations globales sur l'instauration du nouvel ordre économique international. Ces négociations devraient avant tout mettre l'accent sur des modifications structurelles dans le domaine du commerce et du développement et sur l'élimination des barrières commerciales en ce qui concerne en particulier les exportations en provenance des pays en développement. Le système financier et monétaire international doit lui aussi être restructuré et, ce faisant, il faut tenir compte, entre autres, de la nécessité d'assurer des ressources de développement adéquates et prévisibles aux pays en développement afin d'accélérer leur progrès. On devrait s'efforcer en particulier d'arriver le plus rapidement possible à l'objectif depuis longtemps convenu de 0,7 % du produit national brut pour l'aide publique au développement des pays en développement.

Le Président Mwinyi

Pour qu'un malade guérisse, il faut qu'il ait la volonté de vivre. Il en va de même de la reprise économique. L'Afrique a montré sa volonté de relancer l'économie en adoptant au vingt et unième sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), réuni en 1985, son Programme prioritaire de redressement économique. Ledit programme met l'accent sur la nécessité d'accroître la coopération entre les pays africains. Il n'en demeure pas moins que l'appui de la communauté internationale est indispensable à l'exécution de ce programme. Lors de la treizième session extraordinaire de l'Assemblée générale, nombreux sont les pays donateurs qui se sont déclarés prêts à nous aider.

J'aimerais du reste saisir cette occasion pour exprimer notre profonde reconnaissance aux pays et aux organisations internationales - et plus particulièrement au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) - qui nous ont déjà accordé leur assistance. Nous espérons que d'autres nous accorderont leur aide dès que possible.

En guise de conclusion, je voudrais réaffirmer la foi de la Tanzanie en les Nations Unies. Nous sommes convaincus que les Nations Unies sont tout à fait à même de maintenir la paix internationale et de promouvoir le progrès économique et social de chaque peuple. Il est vrai que l'Organisation a eu ses problèmes, qui sont allés jusqu'à menacer son existence. Nous ne devons toutefois pas nous laisser aller au découragement ni au cynisme. Les idéaux dont procèdent les Nations Unies ont toujours la même force et la même actualité et les principes sur lesquels repose l'Organisation conservent toute leur validité.

Dès lors, nous devons nous efforcer d'instaurer un ordre mondial fort et stable fondé sur le principe de l'égalité souveraine. Nous devons renouveler l'engagement que nous avons pris de promouvoir la coexistence, la coopération et l'interdépendance. Ensemble, nous devons oeuvrer pour faire de notre organisation un symbole et une tribune permettant d'assurer l'évolution d'un système de paix et de sécurité universelles qui tienne pleinement compte des intérêts et des aspirations de tous les pays et de tous les peuples.

La Tanzanie s'engage à nouveau à coopérer pour relever le défi que constitue la réalisation de ce noble objectif.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République-Unie de Tanzanie de l'importante déclaration qu'il vient de faire.

M. Ali Hassan Mwinyi, Président de la République-Unie de Tanzanie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

ALLOCUTION DE S. E. LE COMMANDANT DANIEL ORTEGA SAAVEDRA, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU NICARAGUA

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une déclaration prononcée par le Président de la République du Nicaragua.

S. E. le Commandant Daniel Ortega Saavedra, Président de la République du Nicaragua, est escorté à la tribune de l'Assemblée générale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue au Président de la République du Nicaragua, S. E. le Commandant Daniel Ortega Saavedra, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

Le Président ORTEGA SAAVEDRA (interprétation de l'espagnol) : A la mémoire de Ernesto Guevara, aujourd'hui, vingtième anniversaire de son sacrifice.

La Bible nous dit que Caïn a tué Abel dans le premier affrontement de l'espèce humaine. L'envie et l'orgueil se sont emparés de Caïn et l'ont poussé à commettre le crime et à répondre quand il fut mis en cause : suis-je donc le gardien de mon frère?

A la fin de la deuxième guerre mondiale, l'Organisation des Nations Unies a été créée pour éviter de nouvelles guerres, pour que Caïn ne puisse plus tuer des millions d'autres Abel et que pour que tous les hommes de la terre deviennent les gardiens de leurs frères.

Mais de nouvelles guerres sont apparues dans les différentes régions de notre planète, des millions d'êtres humains des pays en développement en ont été et en sont toujours les victimes. Nous avons souffert de dizaines d'interventions depuis 1945, nous, les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, et des millions d'hommes, de femmes et d'enfants ont été les victimes de ces politiques.

Le Nord continue d'écraser et de dominer le Sud, défendant à outrance un ordre économique international injuste, où l'échange inégal, la dette extérieure, les mesures protectionnistes, la fermeture totale des marchés, les pressions sur les gouvernements et organismes de coopération multilatérale, le non-respect de la Charte des Nations Unies, de leurs organismes et institutions ainsi que de l'ordre juridique international laissent les pays en développement dans une situation absolument désespérée.

Le Président Ortega Saavedra

Au milieu de toutes ces souffrances, nous applaudissons aux progrès auxquels ont abouti l'Union soviétique et les Etats-Unis en faveur du désarmement, de l'interdiction et de l'élimination des armes atomiques et des armes chimiques.

Mais, en tant que membre du Mouvement des pays non alignés, nous sommes préoccupés par la guerre entre peuples frères, et nous ajoutons notre voix à la clameur internationale qui exige qu'il soit mis un terme à la guerre entre l'Iran et l'Iraq et dénonçons le danger que représente la présence de forces militaires étrangères de plus en plus nombreuses dans le Golfe.

En tant que pays non aligné, nous nous posons également la question suivante : que faisons-nous, et qu'allons-nous faire pour que cessent de mourir chaque année 20 à 25 millions d'enfants de moins de cinq ans en raison de la malnutrition et de maladies qu'il serait facile de prévenir, comme le démontre le rapport Brandt; or, selon les statistiques de 1986, 14,1 millions d'enfants de moins de 5 ans meurent chaque année pour cause de malnutrition ou de maladie.

Le Président Ortega Saavedra

Deux cent cinquante mille se trouvent dans le monde industrialisé, c'est-à-dire 1,7 %; 13 850 000 ou 98,3 %, proviennent de pays en développement. Qui est responsable de cette boucherie que représente la mort de plus d'un million d'enfants depuis la fin de la deuxième guerre mondiale? Qui mettra fin, une fois pour toutes, à la politique meurtrière de l'apartheid et aux assassinats quotidiens de Sud-Africains? Qui mettra fin à l'oppression au Chili, au Paraguay et à Haïti? Les pays du Nord et la communauté internationale sont-ils vraiment désireux de prendre des mesures concrètes pour répondre aux justes attentes de ces peuples? Si ce n'est pas le cas, ils devront vivre avec le fait accompli de la famine, de la révolution et des bouleversements sociaux.

Les peuples n'attendent pas et n'attendront pas qu'on leur donne la permission de lutter pour triompher. Les peuples lancent leur propre processus de changement. Ensuite, on entendra les pleurs et les grincements de dents de ceux qui n'ont pas su entendre les peuples et qui se sont faits complices des oppresseurs.

C'est la situation dans laquelle se trouve ma patrie, le Nicaragua où, après une intervention militaire et après avoir assassiné Sandino, les Etats-Unis ont installé la dictature somoziste. Contre une telle dictature installée par les Etats-Unis, encouragée et défendue par les Etats-Unis, armée et financée par les Etats-Unis, les Nicaraguayens ont lutté pour nous donner cette liberté qui nous avait été refusée.

Les Etats-Unis ne se sont pas alors préoccupés de la liberté au Nicaragua; les Etats-Unis ne se sont pas alors préoccupés des droits de l'homme des Nicaraguayens; les Etats-Unis ne se sont alors pas préoccupés de l'absence de justice; les Etats-Unis ne se sont pas préoccupés à l'époque des milliers de prisonniers gardés dans les prisons de Somoza, où j'ai moi-même passé sept ans; le Gouvernement des Etats-Unis ne s'est jamais préoccupé des incarcérations de Nicaraguayens, des assassinats dont furent victimes les Nicaraguayens, des tortures dont furent victimes les Nicaraguayens.

Sans demander l'autorisation aux Etats-Unis et contrairement à la politique des Etats-Unis et à la volonté des Etats-Unis, nous avons renversé la dictature de Somoza pour réaliser notre liberté, mais avec l'espoir également d'établir un type nouveau de relations avec les Etats-Unis, des relations respectueuses - non pas des relations maître-esclave comme celles qui existaient à l'époque de Somoza, mais bien des relations entre personnes, entre nations, entre Etats.

Le Président Ortega Saavedra

Nous voulons avec les Etats-Unis des relations fondées sur le respect; nous voulons même des relations amicales avec les Etats-Unis; mais la réponse des Etats-Unis a toujours été de chercher à nous priver de la liberté conquise et d'essayer de gouverner le Nicaragua par l'intermédiaire de l'ancienne garde de Somoza.

Depuis six ans et neuf mois, le Gouvernement des Etats-Unis essaie d'étouffer la révolution nicaraguayenne. En violation des principes éthiques et moraux, en violation du droit international, en violation même des lois américaines, le Président des Etats-Unis est responsable de 45 714 victimes dans notre pays et des 2 821 millions de dollars perdus pour notre produit national brut. Voilà le résultat de la politique des Etats-Unis au Nicaragua : elle a saigné à blanc le peuple du Nicaragua et endommagé gravement l'économie du peuple du Nicaragua.

Cette politique n'a naturellement entraîné aucun avantage pour le peuple du Nicaragua, mais elle a dû affronter le courage, la décision, la valeur et l'héroïsme du peuple du Nicaragua. Cette politique, qui consiste à créer une armée de mercenaires pour détruire le Gouvernement légitimement constitué du Nicaragua, a déjà échoué. A l'instant même, les Etats-Unis ont dû réduire leur armée au Nicaragua à 6 500 mercenaires alors qu'ils s'attendaient à en avoir 30 000. Ce qu'ils ont là bas, c'est tout au plus 16 000 réfugiés au Honduras - des gens qui se sont vus obligés de partir pour ce pays. D'autres se sont réfugiés au Costa Rica. Mais les mercenaires, les "combattants de la liberté", comme les appelle le Président Reagan, sont 6 500 et sont de moins en moins nombreux chaque jour, puisqu'ils meurent au combat ou bénéficient de l'amnistie. En effet, nous avons une politique d'amnistie en vigueur depuis janvier 1985 pour tous ceux qui souhaitent en bénéficier.

Cette politique a donc échoué et le Président Reagan commence à manquer de temps parce que son deuxième mandat tire à sa fin; il ne lui reste que quelques mois avant de devoir céder la présidence des Etats-Unis.

Ce sont tous ces éléments objectifs et notamment l'échec de la politique des Etats-Unis au Nicaragua qui ont entraîné les accords d'Esquipulas. Franchement, que se serait-il passé si les Etats-Unis avaient atteint leur objectif et détruit la révolution du Nicaragua, au bout de quelques mois comme cela avait été proposé au Gouvernement du Honduras de l'époque, pour établir des camps sur leur territoire, et comme cela avait été proposé au Costa Rica pour établir des camps sur le sien.

Le Président Ortega Saavedra

Si la révolution nicaraguayenne avait été écrasée comme ils ont écrasé le peuple de Grenade, que se serait-il passé en Amérique centrale?

La vérité semble faire mal aux oreilles de certains. Ils ne peuvent pas écouter.

Le Président Ortega Saavedra

Il semble que les coupables se soient fâchés : non seulement ils nous attaquent et nous assassinent mais en plus ils se vexent lorsqu'on leur dit la vérité.

C'est grâce à cette réalité - la réalité de la capacité de résistance du peuple nicaraguayen qui a mis en échec la politique des Etats-Unis et ses forces mercenaires - que les accords d'Esquipulas II ont pu être adoptés, et grâce également à la persévérance du Groupe de Contadora et du Groupe d'appui qui, par le biais d'une action latino-américaine énergique, se sont opposés à la politique interventionniste des Etats-Unis.

Les accords d'Esquipulas II sont un fait d'une importance transcendente; dictés par la sagesse des dirigeants latino-américains, ils sont le fruit de l'action soutenue du Groupe de Contadora et du Groupe d'appui.

Pour ce qui est de l'application de ces accords, le Nicaragua a pris toute une série de mesures pour que le 5 novembre prochain - date à laquelle prendra fin le délai de 90 jours à l'issue duquel le processus d'exécution des accords doit démarrer - les meilleures conditions soient réunies pour permettre au processus d'avancer. Mais l'échéance de 90 jours ne marque pas nécessairement la fin des négociations; elle est plutôt le point de départ du processus de négociation.

L'Assemblée générale des Nations Unies a donné hier son appui unanime aux dirigeants centraméricains signataires de l'Accord d'Esquipulas, et le Nicaragua remercie l'Assemblée de ce geste de solidarité en faveur de la paix. Nous espérons que le Gouvernement des Etats-Unis respectera cette décision de l'Assemblée générale des Nations Unies, non pas simplement en déclarant qu'il souscrit aux accords d'Esquipulas II mais en respectant ce qui y est dit. Jusqu'à présent, le Gouvernement des Etats-Unis ne s'est pas montré disposé à respecter ces accords. Cela est apparu très clairement lorsque le Président Reagan a pris la parole du haut de cette même tribune, en cette quarante-deuxième session de l'Assemblée générale, et qu'il l'a fait avec fort peu de respect pour les Accords d'Esquipulas II et les dirigeants centraméricains.

Dans le discours qu'il a prononcé à l'Organisation des Etats américains (OEA), le Président Reagan a, une nouvelle fois, tenu des propos irrespectueux à l'égard des Présidents centraméricains et des Accords d'Esquipulas II, ratifiant ainsi une attitude qui a pourtant été condamnée par l'instance judiciaire suprême.

Le Président Ortega Saavedra

Le discours prononcé hier par le Président Reagan est une violation de la charte constitutive de l'OEA et de la Charte des Nations Unies. Le Président Reagan vient à l'OEA et, comme il le fait quand il vient ici, aux Nations Unies, il s'érige en grand juge de tous les peuples du monde. Qui donc a donné au Président des Etats-Unis un tel pouvoir de représentation?

Je voudrais maintenant aborder deux points auxquels il a fait allusion dans son discours d'hier à l'OEA.

J'ai en mains le document d'Esquipulas, où figurent les signatures des cinq Présidents centraméricains : le Président Oscar Arias Sanchez, le Président José Napoléon Duarte, le Président Vinicio Cerezo Arévalo, le Président José Azcona Hoyos et celui qui vous parle. Nos cinq signatures y sont; celle du Président Reagan n'y est pas.

Si le Président Reagan veut s'immiscer dans notre processus de négociation, qu'il souscrive au processus d'Esquipulas. A ce moment-là, il aura le droit de parler des Accords d'Esquipulas comme il l'a fait à l'OEA. Nous serions enchantés que le Président des Etats-Unis souscrive à ces accords. Nous pourrions alors nous asseoir autour d'une table avec le Président Reagan pour discuter et, à ce moment-là, il aurait le droit de parler de ces accords puisqu'il y aurait souscrit. Mais il se met à discuter, à affirmer certaines choses et à donner son avis sur un accord auquel il n'a pas souscrit.

C'est un manque de respect envers ceux qui ont souscrit à cet accord, parce que nous sommes les dirigeants de pays souverains et indépendants; nous ne sommes pas des colonies ou des néo-colonies des Etats-Unis, et le Président de ce pays n'a donc pas autorité pour venir ici dire que cet accord nécessite telle ou telle modification. Cela n'est pas correct.

Le comble, c'est qu'il semblerait que le Président Reagan n'ait pas lu cet accord. Je suis sûr qu'il ne l'a pas lu. Je l'affirme parce qu'il a déclaré devant l'OEA qu'il allait demander une aide de 270 millions de dollars pour les mercenaires mais qu'il dépendrait de l'application desdits accords que cet argent leur soit versé ou non.

L'Accord d'Esquipulas, en son titre 5, stipule clairement que :

"Les gouvernements des cinq Etats d'Amérique centrale demanderont aux gouvernements de la région et aux gouvernements d'Etats extérieurs à la région qui accordent, ouvertement ou secrètement, une aide militaire, logistique,

Le Président Ortega Saavedra

financière ou de propagande, en hommes, armes, munitions ou matériel, aux forces irrégulières ou mouvements insurrectionnels, d'y mettre fin, condition indispensable à l'instauration d'une paix stable et durable dans la région."

(A/42/521, p. 6)

Il stipule tout aussi clairement que :

"N'est pas considérée comme visée au paragraphe précédent, l'aide qui serait destinée à faciliter le rapatriement ou, à défaut, la réinstallation des personnes qui ont appartenu à ces groupes ou à ces forces et à les aider à reprendre une vie normale." (Ibid., p. 7)

Le Président Ortega Saavedra

Lorsque le Président vient déclarer devant l'Organisation des Etats américains (OEA) qu'il va demander 270 millions de dollars et qu'il appuie ces accords, il se contredit, car les Accords énoncent bien clairement que le Président Reagan ne doit pas approuver l'allocation de nouveaux fonds destinés aux mercenaires. Et s'il souhaite approuver l'allocation de nouveaux fonds, ce ne devrait être que pour les destiner à la réinstallation ou au rapatriement des personnes qui profiteraient de l'amnistie, qui déposeraient les armes, ou qui approuveraient le processus de paix. Ces fonds devraient par exemple être versés aux Nations Unies, à l'OEA, au Groupe de Contadora et au Groupe d'appui, qui font partie de la Commission internationale de vérification et de suivi de l'Accord, pour être utilisés pour la réinstallation et le rapatriement.

Le Président Reagan déclare qu'il appuie les Accords d'Esquipulas mais, parallèlement, il fait une proposition qui va à l'encontre de ces accords.

Le Président Reagan a également fait mention de questions relatives aux armements, aux effectifs militaires, aux conseillers militaires étrangers, etc. qui, dit-il, ne sont pas prévues dans l'Accord. Or, à la page 7 (par. 7) de l'Accord, il est indiqué très clairement sous le titre :

"Négociations en matière de sécurité, de vérification, de contrôle et de limitation des armements.

Les gouvernements des cinq Etats d'Amérique centrale, avec la participation du Groupe de Contadora, agissant en sa qualité de médiateur, poursuivront les négociations sur les questions relatives à la sécurité, à la vérification et au contrôle qui n'ont pas été réglées dans le projet d'Accord de Contadora pour la paix et la coopération en Amérique centrale." (A/42/521, p. 7, par. 7)

On mentionne donc ici très clairement les dispositions visant le retrait de la région d'Amérique centrale de tous les conseillers militaires étrangers, l'engagement des gouvernements d'Amérique centrale de ne pas participer à des manoeuvres militaires étrangères, de ne pas installer de bases militaires étrangères sur nos territoires respectifs et de faire de la région d'Amérique centrale une zone de paix, libre de toute présence militaire étrangère.

Tous ces éléments sont donc bien pris en considération dans les Accords d'Esquipulas II. Et il est bien certain qu'ils le sont, contrairement à ce qu'a affirmé le Président Reagan. C'est pourquoi nous sommes inquiets de voir le Président des Etats-Unis se prononcer avec tant de légèreté et avec si peu de

Le Président Ortega Saavedra

respect pour les accords d'Esquipulas II, sans en avoir pris connaissance, sans les avoir lus, sans s'être attardé à les étudier, si tant est qu'il ait seulement eu le document sous les yeux.

Et cela nous préoccupe car c'est le président d'une puissance militaire, d'une puissance économique mondiale, qui parle avec tant de légèreté.

La position que prend le Président des Etats-Unis ne contribue pas à la paix; et dans son cas, elle l'isole, et le discrédite encore davantage. Mais cela nous préoccupe parce que cela prouve qu'il est décidé à poursuivre sa politique et, par conséquent, nous sommes obligés de penser que ses paroles sont le prélude à la continuation et à l'escalade d'une politique qui n'exclut pas l'emploi de troupes américaines.

Le Nicaragua rejette bien évidemment la déclaration du Président Reagan devant l'OEA.

Le Gouvernement des Etats-Unis ne doit pas oublier que le peuple du Nicaragua n'a jamais appelé personne à son secours. Notre patrie a été le théâtre de différentes interventions militaires depuis le siècle dernier et le peuple nicaraguayen a toujours répondu par le combat, la résistance et la lutte pour défendre sa patrie.

La politique de la force n'apporte aucun résultat. Et il faut que cela soit parfaitement clair : lorsque le Congrès américain a approuvé les 100 millions de dollars destinés aux mercenaires, par voie de conséquence de cette politique de force, le lendemain même, nous avons fermé La Prensa au Nicaragua et le surlendemain, un évêque qui avait fait l'apologie de la politique interventionniste américaine a été expulsé.

Cette politique du plus fort pratiquée par les Etats-Unis est ce qui nous a amenés à établir l'état d'urgence dans notre patrie. La politique de force n'a réussi qu'à durcir la situation interne dans notre pays. Et sans les Accords d'Esquipulas II, le Nicaragua ne prendrait pas les mesures qu'il prend en ce moment même. Grâce à ces accords, La Prensa circule au Nicaragua sans aucune censure, la Radio catholique a repris ses émissions, un dialogue national s'est instauré, nous avons décrété un cessez-le-feu, et nous avons créé une commission de réconciliation nationale. Et ce ne n'est là qu'une partie des mesures que nous avons prises.

Les Nicaraguayens peuvent se comprendre quand il s'agit du bien mais non quand il s'agit du mal. Et de même qu'en El Salvador un dialogue s'est renoué entre le Gouvernement et les révolutionnaires salvadoriens, nous pensons que le moment est

Le Président Ortega Saavedra

maintenant venu de relancer le dialogue entre le Gouvernement des Etats-Unis et le Nicaragua. Pourquoi n'y aurait-il pas de symétrie entre El Salvador et le Nicaragua? Les précédents existent : avant Esquipulas II, le Gouvernement d'El Salvador avait déjà procédé à un dialogue avec les guérilleros salvadoriens, et le Gouvernement du Nicaragua avait également entamé un dialogue avec le Gouvernement des Etats-Unis, à Manzanillo.

Le Président Ortega Saavedra

Ce sont là des précédents qui correspondent à deux réalités différentes. Nous n'aurions rien à gagner à discuter avec les dirigeants de la contre-révolution, et nous n'allons pas discuter avec eux. Si on veut vraiment aborder avec sérieux ce problème, le dialogue doit s'établir entre le Gouvernement des Etats-Unis et le Gouvernement du Nicaragua parce que, au train où vont les choses, et vu la combativité de notre peuple et en raison de la politique d'amnistie, les mercenaires vont finir par disparaître.

En fait, nous constatons que le problème réel ce ne sont pas les mercenaires, parce que, bien qu'ils puissent disparaître, le Gouvernement des Etats-Unis poursuivra sa politique d'agression contre le Nicaragua, et, quand il n'y aura plus de mercenaires, ils utiliseront alors leurs propres troupes. Donc le problème réside dans le comportement du Gouvernement des Etats-Unis, dans son attitude face à la révolution nicaraguayenne, qui s'est exprimée très clairement dans le programme du Président Reagan avant même qu'il n'occupe ses fonctions, alors qu'il n'y avait pas encore de mercenaires. Donc, le Président Reagan - déjà dans son programme politique - se proposait de détruire la révolution nicaraguayenne, et pourtant, à ce moment-là, il n'y avait pas de mercenaires.

Le problème n'est donc pas le dialogue avec les dirigeants des mercenaires. Un dialogue se déroule sur le terrain avec les mercenaires qui, au Nicaragua, font face aux assauts de nos forces, pour leur permettre de bénéficier de l'amnistie. On dialogue avec eux, là-bas, sur le terrain, pour qu'ils puissent bénéficier de cette amnistie. Mais le dialogue avec les dirigeants des contras n'aurait aucun sens, parce que le promoteur de cette politique, c'est le Gouvernement des Etats-Unis. Les mercenaires peuvent très bien disparaître, comme je vous le disais, mais le Gouvernement des Etats-Unis recourra alors à d'autres méthodes. Et si les Etats-Unis décident de ne pas changer leur politique à l'égard du Nicaragua, eh bien il pourra y avoir un blocus militaire contre le Nicaragua; il pourra y avoir des attaques "ponctuelles"; il pourra y avoir une invasion militaire.

Donc, la logique veut que s'établisse un nouveau dialogue entre les Etats-Unis et le Nicaragua. Mais il y avait déjà eu un dialogue avant; il existe un précédent; il y a eu un dialogue avec le Gouvernement des Etats-Unis. Nous avons accueilli le Secrétaire d'Etat Shultz à Managua; je me suis entretenu avec lui; ensuite, il y a eu d'autres réunions, à Manzanillo, au Mexique, mais les Etats-Unis ont mis fin à ce processus de manière intempestive.

Le Président Ortega Saavedra

Donc, puisque nous avons déjà dialogué, pourquoi ne pas nous remettre à dialoguer?

En cette occasion et devant cette instance des Nations Unies, je propose au Président des Etats-Unis que, 35 jours après le 5 novembre prochain, les Etats-Unis et le Nicaragua reprennent un dialogue bilatéral, sans conditions, en vue de signer des accords qui puissent assurer la sécurité des deux Etats et rendre possible la normalisation de leurs relations bilatérales.

Pourquoi ce dialogue doit-il s'instaurer 35 jours après le 5 novembre? Parce qu'à partir du 5 novembre, date à laquelle les accords doivent entrer en vigueur, courra un délai de 30 jours au bout duquel se réunira la Commission internationale de vérification et de suivi. Seront présents à cette réunion des représentants des Nations Unies, de l'Organisation des Etats américains, du Groupe de Contadora et de son groupe d'appui et des pays centraméricains, pour procéder à une évaluation de l'exécution des accords. Il nous semble donc judicieux de donner au Gouvernement des Etats-Unis la possibilité d'observer l'exécution des accords. Cela ne signifie pas qu'il doive se mêler de l'exécution des accords, mais qu'il observe et attende l'évaluation que fera la Commission internationale de vérification et de suivi au bout de ces 30 jours. Cinq jours après avoir pris connaissance de cette évaluation, les Etats-Unis et le Nicaragua pourront alors entamer le dialogue. Nous pourrions nous remettre à dialoguer.

J'espère que le Président des Etats-Unis ne va pas agir comme a agi sa délégation aujourd'hui. La délégation du Nicaragua a écouté le Président Reagan lorsqu'il a prononcé sa déclaration, parce que nous, nous n'avons peur ni des mots, ni de la discussion politique, ni de la discussion idéologique. Moi-même, l'année dernière, je me suis assis ici pour écouter le Président Reagan.

J'espère que le Président Reagan, à la suite de cette proposition de dialogue bilatéral, ne va pas réagir comme a réagi, aujourd'hui, sa délégation aux Nations Unies. Que le Président Reagan ne s'empresse pas de dire non à cette proposition. Qu'il réfléchisse, qu'il se demande pourquoi des Américains comme Benjamin Linder ou comme Brian Wilson ont versé leur sang pour qu'il n'y ait pas davantage d'effusions de sang au Nicaragua. Que le Président Reagan se demande pourquoi la Conférence épiscopale catholique des Etats-Unis ainsi que les dirigeants de l'Eglise évangélique lui ont demandé dans de nombreux messages de mettre fin à cette politique. Que le Président des Etats-Unis se demande pourquoi

Le Président Ortega Saavedra

Roy Bourgois, prêtre catholique, a passé plusieurs mois dans une prison de haute sécurité en Louisiane, où il se trouve encore en ce moment. D'autres prêtres catholiques sont également emprisonnés ces jours-ci parce qu'ils s'opposent sur le plan civil à la politique de mort que mène le Gouvernement des Etats-Unis contre le Nicaragua.

Que le Président Reagan ne s'empresse pas de dire non. Avant de consulter ceux qui échauffent les esprits en lui présentant diverses options militaires, y compris l'invasion militaire, que le Président Reagan se souvienne que Rambo n'existe qu'au cinéma.

Le Président Ortega Saavedra

Au Viet Nam, le résultat de cette politique fut la mort de milliers de Vietnamiens et aussi de plus de 40 000 jeunes Américains qui furent envoyés là-bas pour y mourir, et qui seraient aujourd'hui des savants, des techniciens, des enseignants, des hommes d'Eglise, des sportifs, des paysans ou des médecins. Les peuples ne veulent pas de Rambos; les peuples veulent des hommes de paix.

Avant de répondre à ma proposition de dialogue bilatéral, que le Président Reagan ne se précipite pas; qu'il réfléchisse. Que Dieu l'illumine pour qu'il choisisse la voie de la paix et pour qu'il cesse de faire du mal au peuple du Nicaragua.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Président de la République du Nicaragua pour l'importante déclaration qu'il vient de prononcer.

Le Commandant Daniel Ortega Saavedra, Président de la République du Nicaragua, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

DEBAT GENERAL

M. AL-ERYANY (Yémen) (interprétation de l'arabe) : Monsieur le Président, c'est un grand plaisir pour moi de vous féliciter, au nom de la délégation de la République arabe du Yémen, pour votre élection à la présidence de la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale. Il ne fait aucun doute que vos qualités éminentes et vos talents diplomatiques contribueront grandement au succès de nos travaux. Je tiens à vous réaffirmer que ma délégation n'épargnera aucun effort pour coopérer avec vous afin d'assurer le succès de votre mission.

C'est également un grand plaisir pour moi d'exprimer, par votre intermédiaire, notre sincère reconnaissance à votre prédécesseur, M. Choudhury, le Ministre des affaires étrangères du Bangladesh, pour les résultats remarquables qui ont couronnés de succès les travaux de la dernière session. C'est également un plaisir pour moi de féliciter, en mon propre nom et au nom de la délégation de la République arabe du Yémen, M. Javier Pérez de Cuéllar, le Secrétaire général de notre organisation, pour les efforts méritoires qu'il a déployés et qu'il déploie au service de notre organisation et ses objectifs afin d'assurer la paix et la sécurité internationales. Je lui souhaite de nouveaux succès dans l'exercice des tâches importantes qui lui sont confiées soit par l'Assemblée soit par le Conseil de sécurité, soit par les divers organes des Nations Unies.

Notre quarante-deuxième session se réunit, aujourd'hui, au moment où l'on prépare la troisième réunion au sommet des deux superpuissances, qui suit leurs réunions au sommet de Genève et de Reykjavik qui ont coïncidé avec les deux premières sessions de l'Assemblée générale. En dépit de l'accord de principe réalisé par les Ministres des affaires étrangères de l'Union soviétique et des Etats-Unis d'Amérique, concernant l'élimination définitive des missiles de portée intermédiaire et de courte portée, il s'agit là d'un événement positif que mon pays a appuyé et que nous considérons comme étant une étape sur la bonne voie de l'élimination des armes de destruction massive.

Nous estimons néanmoins que la détente longtemps attendue dans les relations internationales nous échappe encore, étant donné que les armes qui doivent être éliminées en vertu de cet accord ne constituent qu'une très faible proportion des armes que détiennent les deux superpuissances dans leurs arsenaux nucléaires - environ 3 %. En outre, la course aux armements s'intensifie plus que jamais.

M. Al-Eryany (Yémen)

La tension et la méfiance et le recours à la force pour résoudre les conflits continuent à représenter une source de danger pour les relations internationales dans de nombreuses régions du monde. En dépit du fait que les deux dernières réunions au sommet ne sont pas parvenues à résoudre de façon radicale les nombreux problèmes qui inquiètent notre monde, nous nourrissons encore l'espoir que le prochain sommet sera plus fructueux, et parviendra à des solutions définitives qui permettront de mettre un terme à la course aux armements, d'éliminer les armes nucléaires, de garantir la démilitarisation permanente de l'espace extra-atmosphérique, de réduire les tensions et de réaffirmer les droits des peuples opprimés.

Mon pays tient à exprimer son soutien à la déclaration politique de la huitième Conférence au sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue en septembre 1986 à Harare. Nous tenons notamment à mettre en lumière les éléments de cette déclaration relatifs au désarmement et à la sécurité internationale.

Ma délégation soutient l'Union soviétique qui propose à tous les Etats dotés d'armes nucléaires d'éliminer définitivement les armes nucléaires d'ici la fin du siècle et les appels répétés lancés par les six pays que sont l'Argentine, la Tanzanie, la Suède, le Mexique, l'Inde et la Grèce, le 23 mai 1984, le 28 janvier 1985 et le 7 août 1986 qui demandent de mettre un terme aux essais d'armes nucléaires et de consolider le rôle économique des Nations Unies et de détourner les ressources importantes allouées à la course aux armements au profit du développement socio-économique des pays en développement qui en ont sérieusement besoin.

La République arabe du Yémen estime que le programme de la militarisation de l'espace extra-atmosphérique présente de nouveaux dangers pour l'humanité, qui pourrait tout à fait s'en passer. Mon pays estime que ce programme devrait être examiné au cours des discussions sur le désarmement général et complet, qui devraient être menées dans un esprit constructif et responsable. La République arabe du Yémen s'oppose à toute militarisation de l'océan Indien et de la Bahr Al-Arab - la mer arabe - ainsi qu'à la transformation de la région de l'océan Indien en une zone de paix et de sécurité permanente, exempte d'armes nucléaires. Nous soutenons également tous les efforts destinés à créer des zones dénucléarisées dans d'autres régions du monde, notamment dans la région du Moyen-Orient qui est lourde de dangers et qui connaît des tensions permanentes.

M. Al-Eryany (Yémen)

On peut attribuer l'origine du conflit qui dure maintenant depuis 39 ans au Moyen-Orient essentiellement à la question palestinienne. La région demeurera explosive, au point de menacer la paix et la sécurité non seulement au Moyen-Orient mais également dans le monde entier, tant qu'Israël maintiendra son activité intransigeante et persistera à occuper de façon continue les territoires palestiniens et les autres territoires arabes, tant qu'il refusera les droits légitimes au peuple palestinien et poursuivra ses politiques agressives contre le peuple palestinien et contre les autres pays arabes et tant qu'il appliquera des pratiques brutales de répression et de terrorisme, en comptant sur l'appui direct politique et militaire qu'il reçoit des Etats-Unis d'Amérique et d'autres alliés.

M. Al-Eryany (Yémen)

Peut-être n'est-il pas nécessaire de reprendre toute la chronologie de l'implantation d'Israël au coeur même de la patrie arabe et d'examiner le danger que cela représente. Point n'est besoin non plus d'énumérer les politiques de peuplement pleines d'agressivité et les politiques racistes d'Israël dans la région, depuis l'usurpation de la Palestine jusqu'aux guerres d'agression menées contre les pays arabes, en passant par l'agression contre le Liban en 1982 - agression qui se poursuit jusqu'à ce jour - et les provocations et les attaques répétées contre les pays voisins.

Point n'est besoin de rappeler à l'Assemblée les diverses résolutions adoptées par l'Organisation sur la question de Palestine et le conflit du Moyen-Orient, ni le refus constant d'Israël de tenir compte de ces résolutions et le défi flagrant qu'il oppose à la communauté internationale. Ce serait énoncer l'évidence même. Mieux vaut que nous concentrions notre attention sur une importante réalité qui a été confirmée par les événements relatifs à la question de Palestine tout au long de ces 40 dernières années. Le temps est venu pour la communauté internationale de comprendre que le succès de toute initiative, de tout effort, de tout arrangement en vue de parvenir à un règlement juste, global et durable au Moyen-Orient passe obligatoirement par la reconnaissance des droits du peuple palestinien - son droit national, légitime et inaliénable de retourner dans sa patrie, son droit à l'autodétermination et son droit de créer un Etat indépendant dans sa patrie, sous la conduite de son seul représentant légitime, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

D'aucuns pourraient penser que des solutions unilatérales sont le meilleur moyen de résoudre la question de Palestine et le conflit du Moyen-Orient. Cependant, l'expérience récente a montré quotidiennement combien cette conception était erronée. Les Accords de Camp David et les initiatives séparées n'ont fait que compliquer la situation, rendant encore plus lointaine sa juste solution parce que ces tentatives n'ont pas pris en compte les droits nationaux du peuple palestinien.

Voilà pourquoi la République arabe du Yémen continue d'affirmer que la solution de la question palestinienne et du conflit du Moyen-Orient passe par une conférence internationale de la paix pour le Moyen-Orient à laquelle participeraient sur un pied d'égalité les cinq membres permanents du Conseil de sécurité ainsi que les autres parties concernées - y compris l'OLP, seul représentant légitime du peuple palestinien.

M. Al-Eryany (Yémen)

Une telle conférence constituerait un cadre pratique et une ouverture sûre et appropriée en vue d'une paix juste et durable dans la région. Les pays qui maintiennent des relations particulières avec Israël - je pense d'abord et avant tout aux Etats-Unis - sont priés instamment, avec plus de force que jamais, de reconsidérer leur attitude partielle à l'égard d'Israël et leur politique dans la région pour contribuer de façon plus positive et efficace à la solution du problème, afin de parvenir à une paix juste, globale et durable dans la région.

La République arabe du Yémen, qui suit avec une grande tristesse et une vive préoccupation les rebondissements de la guerre qui fait rage depuis sept ans entre l'Iran et l'Iraq, tient à exprimer sa profonde préoccupation et à lancer un cri d'alarme face aux derniers événements qui menacent de provoquer une conflagration et d'aboutir à l'internationalisation de la guerre du fait que l'Iran rejette toute solution pacifique du conflit, continue de lancer des attaques contre l'Iraq et d'occuper le territoire de ce pays et redouble ses attaques contre des Etats qui ne sont pas parties au conflit.

La communauté internationale dans son ensemble s'est félicitée de la résolution 598 (1987) adoptée par le Conseil de sécurité le 20 juillet 1987 car elle ouvre la voie à un règlement honorable, en proposant de mettre fin à la guerre entre l'Iran et l'Iraq dans des conditions qui préservent les droits des deux parties. Cependant, nous sommes confrontés à l'attitude de l'Iran qui refuse d'appliquer cette résolution. Nous en appelons donc à tous les pays, y compris les membres du Conseil de sécurité, notamment les cinq membres permanents, pour qu'ils jouent leur rôle en maintenant la paix et la sécurité internationales et défendent la réputation et le prestige de notre organisation en appliquant, de façon pleine et entière, cette résolution du Conseil de sécurité afin de mettre un terme à cette guerre et de préserver la paix et la sécurité entre les nations de la région.

En même temps, nous lançons une fois de plus un appel à l'Iran pour qu'il entende raison, renonce à son attitude intransigeante, accepte la résolution 598 (1987) du Conseil de sécurité et recoure à des moyens pacifiques pour mettre fin au conflit. La poursuite de cette guerre totalement inutile constitue une menace grave et sans précédent pour la paix et la sécurité internationales qui peut être lourde de conséquences.

La République arabe du Yémen, qui a suivi avec attention la dernière série de négociations qui s'est déroulée à Genève, sous les auspices du Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies à propos de la question afghane, tient

M. Al-Eryany (Yémen)

à déclarer qu'il est grave que cette question continue de rester sans solution. Nous restons convaincus que la juste solution du problème passe par des négociations entre tous les pays concernés, le retour des réfugiés afghans dans leur pays et la cessation de toute ingérence extérieure dans les affaires de l'Afghanistan, pour quelque motif que ce soit, afin de permettre au peuple afghan d'exercer son droit légitime à la souveraineté et d'opter pour le système socio-politique de son choix, sans subir une quelconque influence de l'extérieur.

Pour ce qui est de la question de Chypre, nous voyons dans la négociation et le dialogue le meilleur moyen de parvenir à une formule satisfaisante propre à assurer la liberté et l'égalité de droit et de devoir des deux communautés chypriotes tout en préservant l'unité et l'indépendance de Chypre.

En Afrique australe, la situation actuelle est plus menaçante que jamais du fait des menées de plus en plus agressives du régime raciste de Pretoria, régime dont les actes de répression, de terrorisme, de boucherie, de torture et les arrestations arbitraires face aux révoltes nationalistes en Afrique australe continuent de nous révéler son visage vraiment hideux. Ceci apparaît également à travers l'occupation de la Namibie qui se poursuit et les attaques incessantes de Pretoria à l'encontre des Etats africains de première ligne, tout comme le chantage qu'il exerce sur les pays voisins.

La République arabe du Yémen, qui suit l'évolution de la situation en Afrique australe, tient à réaffirmer son appui à la lutte légitime des populations d'Afrique du Sud qui veulent voir reconnus leurs droits nationaux. Nous condamnons tous les actes illégitimes perpétrés par le régime raciste d'Afrique du Sud à l'encontre de la majorité nationale de ce pays. Nous dénonçons tous les actes d'agression perpétrés contre les Etats de première ligne. Mon gouvernement souligne la nécessité d'imposer des sanctions économiques plus efficaces au régime raciste d'Afrique du Sud. Nous tenons à réaffirmer notre plein appui au peuple namibien qui, sous la conduite de la South West Africa People's Organization (SWAPO), son seul représentant légitime, mène une lutte légitime pour l'indépendance et la liberté.

Le fait que la question de Namibie figure à l'ordre du jour de l'Assemblée générale depuis plus de 42 ans - depuis l'adoption de la résolution 65 (I) lors de la première session de l'Assemblée générale en 1946 - représente un défi pour la

M. Al-Eryany (Yémen)

communauté internationale qui exige que celle-ci exerce les pressions nécessaires afin que soit prise une décision efficace et constructive susceptible de régler ce problème. Nous considérons que le meilleur moyen d'y parvenir consiste à appliquer le règlement de paix faisant l'objet de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité.

M. Al-Eryany (Yémen)

Si la situation au Moyen-Orient, dans le golfe Persique et en Afrique australe est source de menace à la paix et à la sécurité internationales, la situation qui règne en Amérique centrale n'est pas moins menaçante. La République arabe du Yémen, qui a suivi avec intérêt les événements qui se sont produits récemment en Amérique centrale, appuie le plan de paix signé par les chefs de cinq Etats, qui vise à restaurer une paix permanente dans la région à l'abri de toute influence extérieure et à surmonter les difficultés dues à la situation actuelle.

En ce qui concerne les problèmes qui affectent d'autres régions du monde, nous pensons que la meilleure manière de régler les différends et les conflits est le dialogue et le recours à des voies pacifiques. Nous pensons également qu'il faut donner aux peuples davantage d'occasions pour exprimer leur volonté dans l'exercice de leur droit à l'autodétermination sans aucune pression extérieure et mettre un terme à toute intervention extérieure, quelle qu'en soit la cause.

Bien que toutes les questions dont je viens de parler font partie des sujets qui retiennent notre attention aujourd'hui, il y a également un autre groupe de questions tout aussi importantes. Il s'agit de la détérioration continue de la situation économique internationale et du grave déséquilibre que cela a entraîné, dû à l'établissement du prix des matières premières et à la dette qui accable les pays en développement, ainsi qu'au monopole technique des pays industrialisés, qui accentue l'écart entre le monde industrialisé et le monde en développement. Une telle situation entraîne l'effondrement complet de l'ordre économique, financier et monétaire actuel.

Nous pensons que pour sortir d'un tel cercle vicieux, il faut un nouvel ordre économique international afin que les produits d'exportation des pays en développement soient à un prix juste et correct. Il faut que ces pays puissent jouer un rôle plus important dans l'orientation du système monétaire international vers le développement financier et dans l'accroissement de leur production dans le domaine industriel, grâce au transfert de la technique, à de meilleures conditions, au respect de la souveraineté sur leurs propres ressources naturelles et à la consolidation du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la coopération économique internationale. Tout ceci nous impose de déployer davantage d'efforts pour parvenir à un nouvel ordre économique international qui se fonde sur l'égalité entre tous les pays, d'une manière juste et équilibrée dans tous les secteurs.

M. Al-Eryany (Yémen)

Les pays en développement ont présenté un certain nombre de propositions visant à surmonter la crise économique mondiale : le Plan d'action de Caracas, les Principes de Buenos Aires, la Déclaration du Caire et la déclaration économique de la huitième Conférence au sommet du Mouvement des non-alignés, qui s'est tenue à Harare en septembre 1986. Etant donné que notre monde a besoin d'une interdépendance et d'une intégration plus grandes, une réponse objective des pays industrialisés, fondée sur une compréhension globale de la crise ne pourrait que permettre à l'humanité tout entière de connaître la prospérité et le bonheur.

La République arabe du Yémen, tout en accordant toute l'attention voulue aux problèmes économiques mondiaux, est préoccupée par de nombreux problèmes humanitaires et sociaux dans le monde. A cet égard, ma délégation réaffirme qu'il faut que la communauté internationale accorde une plus grande attention à la mise en oeuvre du Programme d'action mondial pour les handicapés et de la Décennie des Nations Unies sur les handicapés, à la situation des réfugiés et à l'application de la Stratégie de Nairobi pour le progrès de la femme, ainsi qu'aux autres questions sociales et humanitaires.

Le Gouvernement et le peuple de la République arabe du Yémen ont récemment commémoré le vingt-cinquième anniversaire de la révolution du 26 septembre 1962. Un grand nombre de pays frères et amis se sont associés à nos commémorations qui ont eu lieu à une époque où le peuple du Yémen a réalisé d'importants progrès dans tous les domaines, social, politique et économique. Un grand nombre de ceux qui connaissaient le Yémen avant sa révolution le confirment. Le choix de la démocratie comme l'un des objectifs de notre glorieuse révolution est une des plus importantes victoires de notre peuple, qui conduiront à des élections parlementaires libres qui auront lieu au début de l'année prochaine, conformément aux principes directeurs fixés par nos dirigeants politiques, représentés par le colonel Ali Abdulla Saleh, Président de la République, Commandant en chef des forces armées et Secrétaire général du Congrès général du peuple. Notre pays connaît la sécurité et la stabilité et a réalisé de grands progrès. Au début de la première année du troisième plan quinquennal, 1987-1991, nous sommes entrés dans une nouvelle phase d'autonomie au cours de laquelle nous procéderons aux premières exportations de pétrole yéménite en provenance des rivages de la mer Rouge.

M. Al-Eryany (Yémen)

En ce qui concerne l'unité du Yémen, nos dirigeants oeuvrent avec nos frères du sud de la patrie afin de réaliser l'unité grâce à des moyens pacifiques et démocratiques et de répondre aux espoirs et aux aspirations du peuple du Yémen à l'unité.

Pour terminer, je demanderai au Dieu tout puissant de vous guider, Monsieur le Président, pour que vos travaux soient un succès et je prierai pour que l'Organisation fasse des progrès dans les domaines de la liberté, de la justice, de la prospérité et de l'égalité, sans distinction de couleur, de religion ou de race. Tous les êtres humains doivent être égaux sur Terre, quelles que soient leur culture et leur situation géographique. Il n'y aura jamais de paix sans égalité, sécurité et stabilité dans notre monde et sans justice pour tous.

M. GURINOVICH (République socialiste soviétique de Biélorussie)

(interprétation du russe) : La délégation de la RSS de Biélorussie tient à vous féliciter sincèrement, camarade Florin, pour votre élection à la présidence de la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies et est convaincue que, sous votre direction, l'Assemblée prendra des décisions fructueuses au nom de la paix, de la coopération et de la réalisation des nobles buts et principes de la Charte des Nations Unies. Nous sommes heureux de voir que le Président de l'Assemblée est un représentant d'un pays socialiste frère, qui a célébré hier sa fête nationale, un homme qui a combattu le fascisme l'arme à la main, y compris sur le territoire de la Biélorussie.

Nous tenons également à saluer le Secrétaire général des Nations Unies, S. E. M. Javier Pérez de Cuéllar, qui s'est rendu cette année en visite officielle en République socialiste soviétique de Biélorussie. Cette visite a prouvé la volonté commune de renforcer le rôle et l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies en tant qu'instrument de paix et de coopération internationale appelé à agir dans l'intérêt de tous les Etats et à garantir la paix et la sécurité pour tous.

L'espoir et les efforts constructifs, le scepticisme et l'inaction, voilà les deux pôles entre lesquels se situe le débat politique dans cette assemblée depuis des décennies et, aujourd'hui, il est davantage empreint d'optimisme et de perspectives positives. Un tel événement ne s'est pas produit souvent dans le climat politique des dernières années. Nous nous félicitons de cette tendance favorable. Nous avons suffisamment de raisons pour cela. Les relations internationales acquièrent une nouvelle dimension, celle de la coopération constructive et d'un dialogue ouvert et honnête.

M. Gurinovich (RSS de Biélorussie)

La grande révolution socialiste d'Octobre a permis de dégager de nouveaux processus dans le domaine des relations internationales. Au cours de la guerre mondiale, et pour la première fois dans l'histoire, la révolution d'Octobre a posé la question de la paix démocratique et juste, sans annexions ni indemnités de guerre, et de la renonciation à toutes formes d'agression. Cette année marque le soixante-dixième anniversaire de la grande révolution d'Octobre, l'événement le plus important du XXe siècle qui a transformé le monde. Tous les domaines de relations sociales ont subi son influence positive. Le droit des peuples à l'autodétermination, celui de l'égalité des peuples grands et petits, la coexistence pacifique des Etats ayant des systèmes sociaux différents, l'objectif du désarmement général et complet, tous ces principes politiques progressistes ont pris forme grâce aux idées du grand Lénine et des idéaux de la révolution d'Octobre. Le Décret de paix de Lénine a fait passer le peuple à l'avant-scène de l'histoire. Cet appel a été lancé non seulement aux gouvernements mais aussi directement aux peuples des pays qui participaient à la guerre, ce qui, à l'époque, a suscité le mécontentement des milieux dirigeants. Et si ces jours-ci nous entendons du haut de cette tribune des appels aux coeurs des hommes et des peuples, c'est qu'eux aussi ont subi l'influence de la révolution d'Octobre.

Grâce à la révolution d'Octobre, le peuple de la République socialiste soviétique de Biélorussie a pu obtenir son statut d'Etat, s'engager sur la voie du développement économique, social et spirituel dans l'intérêt des travailleurs et participer aux relations internationales.

En 70 ans, période brève en regard de l'histoire, nous avons fait beaucoup de chemin : nous sommes passés de la propriété privée et de l'exploitation de l'homme par l'homme que celle-ci engendrait au travail indépendant qui a libéré l'énergie créatrice révolutionnaire des travailleurs; de l'inégalité nationale à l'amitié et à la coopération fraternelle des peuples de différentes nationalités; de l'industrie artisanale à l'industrie multisectorielle avec une ingénierie, une chimie et une électronique hautement avancées; de la famine à une agriculture mécanisée productive; de l'analphabétisme à l'instruction secondaire obligatoire et générale des jeunes dans des collèges et des universités. Ces réalisations ont exigé beaucoup de travail et de tours de force, d'où notre fierté devant ces résultats. Il ne faut pas non plus oublier qu'à la suite de l'agression hitlérienne la Biélorussie a perdu un quart de sa population et plus de la moitié de ses richesses naturelles.

M. Gurinovich (RSS de Biélorussie)

Une des conséquences directes de la révolution d'Octobre a été le processus de renouveau révolutionnaire de la vie sous tous ses aspects, qui est toujours en cours dans notre république et dans les autres républiques soeurs de notre pays. Le renforcement de la glasnost et de la démocratie, le nouveau climat social et politique dans notre société et la réforme radicale de la gestion économique ont rehaussé le potentiel moral et créateur des travailleurs et encouragé leur initiative.

Le niveau de vie s'améliore constamment. Les taux de croissance de la production industrielle et agricole en Biélorussie atteignent maintenant plus de 6 %. Il n'y a pas beaucoup de pays qui, à l'heure actuelle, peuvent se targuer d'un taux aussi dynamique de développement économique.

Notre peuple est optimiste quant à son avenir. D'ici à la fin du siècle, nous nous proposons de doubler notre revenu national et notre potentiel industriel en insistant sur le mieux-être de notre peuple et la création des conditions nécessaires à l'épanouissement harmonieux et complet de l'homme.

Pour réaliser ces nobles objectifs, une condition est indispensable : la paix. Le premier Congrès biélorussien des Soviets des travailleurs, des paysans et des députés de l'Armée rouge a, au nom de millions de Biélorussiens, hommes et femmes, proclamé solennellement sa volonté de vivre en paix et en amitié avec tous les peuples. La République socialiste soviétique de Biélorussie s'est toujours inspirée de cette volonté dans ses activités internationales, y compris celles menées au sein des Nations Unies.

On ne réalisera une paix durable qu'en persévérant dans nos efforts nationaux et en s'appuyant sur la raison collective de tous les Etats. Dans la situation stratégique actuelle, aucun Etat, si puissant soit-il, ne peut compter obtenir la sécurité totale sans l'aide d'autrui. De toute évidence, cette aide ne pourra être accordée que sur une base réciproque.

Aujourd'hui on peut déclarer avec certitude que la raison collective des Etats est entrée dans sa phase de maturité. Grâce aux efforts de ces dernières années, la communauté internationale a compris que, dans une guerre nucléaire, il ne peut y avoir de vainqueur et que cette guerre ne doit jamais avoir lieu. Il s'agit là d'une étape très importante, d'une période de maturation que l'humanité a eu de la

M. Gurinovich (RSS de Biélorussie)

peine à atteindre. Néanmoins, cette notion est importante et doit aboutir à l'action, à une conclusion logique appliquée dans la pratique. De cette prémisse, il faut conclure qu'on doit procéder au désarmement nucléaire. Dans ce contexte, nous devons reconnaître l'importance de l'accord de principe intervenu récemment entre l'Union soviétique et les Etats-Unis pour conclure un traité sur les missiles de courte et moyenne portée, ce qui nous rapproche de la première démarche vers un désarmement véritable. L'accord soviéto-américain est un des arguments les plus solides allant à l'encontre du point de vue exprimé encore récemment selon lequel seul l'armement, et non le désarmement, peut assurer une plus grande sécurité.

L'importance de cette mesure ne saurait être évaluée en nombres absolus d'ogives à éliminer, ni par la proportion relative d'arsenaux nucléaires, mais elle ouvre une voie qui, comme cela a été souvent dit dans diverses instances politiques, était impossible à franchir.

Pour continuer ce mouvement, il faut l'intensifier pour permettre la mise en oeuvre de l'accord de Reykjavik, conclu entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les Etats-Unis, sur la réduction de moitié de leurs armes stratégiques offensives et, ultérieurement, pour engager les négociations sur de nouvelles réductions. L'Union soviétique, comme on le sait, s'est déclarée prête à renoncer, sur une base réciproque, à son statut d'Etat nucléaire d'ici à l'an 2000.

Dans l'histoire de l'humanité, il y a déjà eu des moments où l'étape suivante de développement exigeait de nouveaux matériaux pour la fabrication de nouveaux instruments, de nouveaux types et de nouvelles sources d'énergie. Ces transitions ont marqué le début de nouvelles époques. Aujourd'hui l'humanité est arrivée à un moment de son histoire où, pour passer à l'étape suivante de civilisation - en fait, pour assurer la survie de l'humanité - elle doit adopter une nouvelle approche, qui marquera une nouvelle époque : celle qui forgera un monde dénucléarisé et pacifique, à l'abri des guerres et des armes; une époque où un système global de sécurité internationale sera mis sur pied.

Il y a un an, lorsque certains pays socialistes, y compris la République socialiste soviétique de Biélorussie, ont demandé à la communauté des nations d'examiner la question relative à la création de ce système, nous n'avons pas offert de recommandations toutes faites. Cette initiative avait pour but de favoriser un vaste dialogue, la participation et la collaboration de tous. De l'échange multidisciplinaire de vues commencent aujourd'hui à se dégager les lignes

M. Gurinovich (RSS de Biélorussie)

directrices du plan général. L'article de M. S. Gorbatchev, Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, intitulé "Réalité et garanties d'un monde sûr", publié sous la cote A/42/574 au début de la présente session, constitue la base d'une réflexion sérieuse sur cette question et fournit des lignes directrices encourageantes pour un travail commun. Les délégations ont accueilli de façon positive cet article. Nous espérons que la présente session pourra poursuivre le processus d'une meilleure compréhension des mécanismes de ce système, qui est un processus comparable à celui du génie de Michel-Ange qui, pour créer un chef-d'oeuvre, a tout simplement taillé le bloc de marbre, élaguant toutes les parties inutiles. Il faut éliminer les vestiges accumulés du passé.

L'interdépendance qui existe aujourd'hui dans le monde nous oblige à bâtir notre maison commune de façon sûre et simultanément de tous les côtés, en tenant compte des principaux éléments des relations internationales. Comme une structure d'appui, les éléments et composantes doivent être imprégnés d'humanisme et de l'humanisation des relations internationales, car, en dernière analyse, l'édifice abritera l'homme. On parle beaucoup des droits de l'homme et des droits des peuples. Tout compte fait, il s'agit incontestablement d'une perspective juste. Il est indiscutable que le fondement de notre édifice sera très instable s'il ne repose pas sur la garantie de droit fondamental de vivre dans des conditions de paix et de liberté. Il faut corriger toute perspective qui fait obstacle à la réalisation de cet objectif.

M. Gurinovich (RSS de Biélorussie)

Le maintien et l'accumulation d'armes, et surtout d'armes de destruction massive, équivalent à un rejet physique du droit à la vie, une sorte d'affirmation du droit antihumain à ôter la vie. En revanche, moins il y a d'armes, plus grandes sont les chances de rester en vie. Le passage au concept de "suffisance raisonnable", l'élimination totale des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive parallèlement à une réduction des armes classiques, voilà ce qui constitue, du point de vue des intérêts de l'humanité, la logique qu'il convient de suivre.

"La sécurité par l'armement excessif", qu'il soit qualitatif ou quantitatif, offensif ou défensif, représente une logique d'une dimension différente, antihumaine. Ainsi, les armes spatiales permettent de manipuler le destin des peuples à partir de l'espace extra-atmosphérique ou de blockhaus souterrains mais pas de garantir un ciel sûr au-dessus de nos têtes.

La remarque d'Albert Einstein, éminent intellectuel de l'ère nucléaire, "On ne peut pas à la fois préparer la guerre et la paix", n'a jamais été aussi pertinente. Dans le manifeste bien connu qu'il avait écrit avec Bertrand Russell, il soulignait

"... que nous devrions apprendre à penser d'une autre manière, que nous devrions apprendre à ne pas nous demander quelles mesures il faudrait que nous prenions pour nous assurer la victoire militaire sur le camp auquel nous n'appartenons pas, car elles n'existent pas, mais plutôt nous demander quelles mesures prendre pour prévenir une lutte armée dont l'issue serait désastreuse pour tous ses participants."

Dans certains domaines, la communauté internationale est déjà sur le point d'adopter des mesures sur la réduction des armements et le désarmement. Nous avons déjà parlé du désarmement nucléaire. Il convient aujourd'hui d'y ajouter quelques précisions fondamentales. Il faut qu'à un stade approprié, tous les Etats nucléaires, sans exception, s'associent à ce processus. Plus encore, l'essence même de l'accord soviéto-américain sur les missiles nucléaires à moyenne et courte portée serait sapée si l'on essayait "d'y faire contrepoids" par une accumulation d'armements, tant nucléaires que classiques.

M. Gurinovich (RSS de Biélorussie)

L'objectif du désarmement nucléaire serait beaucoup plus accessible si les Etats nucléaires et leurs alliés étaient prêts à renoncer à utiliser en premier les armes nucléaires et classiques et à recourir à la force dans les relations internationales, quelles que soient les circonstances et les conditions, et d'interrompre leurs essais nucléaires.

A cet égard, nous nous félicitons du projet de déclaration convenu sur le renforcement de l'efficacité des principes du non-recours à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales, qui a été soumis à l'examen de l'Assemblée, et de l'accord soviéto-américain tendant à créer des centres de réduction du risque nucléaire et à entamer, avant le mois de décembre prochain, des négociations à grande échelle, par étapes, sur les essais nucléaires.

L'ébauche d'une future convention sur l'interdiction des armes chimiques est à l'étude. La phase actuelle des travaux est le fruit d'efforts intensifs, et ce processus ne doit pas être interrompu.

La question de l'élimination des armes de destruction massive ne doit pas être négligée tant que des mesures destinées à empêcher la mise au point de nouveaux types de ces armes n'auront pas été prises. Des exemples déplorables d'abus des fruits du progrès scientifique et technique nous incitent à ne pas passer simplement sous silence cette question. A cette quarante-deuxième session, la RSS de Biélorussie poursuivra des efforts entamés depuis de nombreuses années dans ce domaine en tenant dûment compte des positions des autres pays.

Le domaine important des armements classiques exige également une approche nouvelle. A notre avis, le principe de base est simple : tout déséquilibre doit être corrigé. Il est important que cela se fasse par des réductions équilibrées plutôt que par une accumulation d'armements ou un "armement supplémentaire".

Outre les mesures de limitation des armements et de désarmement, au sens propre du terme, des mesures importantes, d'une nature différente, peuvent être prises dans les domaines militaire et politique. L'Organisation du Traité de Varsovie a proposé à l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN) de comparer leurs doctrines militaires. L'objectif est de garantir leur caractère strictement défensif. La doctrine militaire des Etats membres du Traité de Varsovie a pour objectif la prévention de la guerre, nucléaire et classique.

M. Gurinovich (RSS de Biélorussie)

Ceux-ci ont déclaré que jamais et en aucune circonstance ils ne déclencheront d'offensive militaire contre un Etat ou une alliance d'Etats, à moins qu'ils ne soient eux-mêmes la cible d'une attaque armée. Suivant cette logique, on peut même aller plus loin, à savoir organiser les forces armées d'une manière telle qu'elles soient défensives mais exclure toute opération offensive.

Le désarmement doit aller de pair avec la confiance et l'esprit d'ouverture dans le domaine militaire. J'observe que les manoeuvres qui ont très récemment eu lieu dans le district militaire de la Biélorussie ont fait l'objet de la première inspection des Etats-Unis, sur leur demande, conformément à l'Accord de Stockholm de 1986. La demande de la partie américaine a été acceptée sans le moindre retard et les inspecteurs ont pu voir par eux-mêmes que nous nous conformons pleinement aux obligations découlant de l'Accord. Ainsi, sur le plan pratique, pas à pas on peu et doit établir des relations fécondes. C'est en élaborant ensemble des accords et d'autres textes que l'on apprend la science complexe de la compréhension mutuelle et que l'on apprend à considérer l'autre partie comme un partenaire et non comme un ennemi.

Parlant de la recherche de points de convergence, du rapprochement des positions à propos de questions concrètes, Mikhaïl Sergueyevich Gorbatchev a déclaré :

"Ce qui est nécessaire en la matière, c'est non seulement d'avoir la faculté de parler mais aussi d'écouter. Non seulement écouter mais aussi se comprendre mutuellement, rechercher en commun des solutions aux équations les plus complexes de notre époque."

En mathématiques, il existe la notion des "nombres imaginaires". Cette notion fait penser à certaines déclarations faites à cette tribune, lesquelles, à bien des égards, semblent reposer sur des concepts imaginaires que l'on nous présente cependant comme absolus. Ainsi, la notion de "monde libre" est élargie pour inclure de nombreuses dictatures sanglantes; on adapte la notion de "lutte pour la démocratie" pour la concilier avec le maintien d'une armée d'assassins chargée de renverser le gouvernement légitime en violentant des civils innocents et la phrase "strict respect à l'égard de la Charte des Nations Unies" est souvent appliquée à l'invasion armée d'une petite nation des Caraïbes, ainsi qu'au soutien total de l'agresseur qui s'est emparé de la terre appartenant à ses voisins.

M. Gurinovich (RSS de Biélorussie)

Comment peut-on parler à cette tribune de la liberté et rejeter en même temps, en théorie et en pratique, le droit des peuples à l'autodétermination et au libre choix des moyens de leur développement économique et social.

Les efforts déployés par le Groupe de Contadora et la bonne volonté des pays d'Amérique centrale ont permis d'engager un processus très important qui vise à trouver une issue pacifique au conflit.

Hier, l'Assemblée générale a approuvé par consensus ces efforts. Toutes les parties intéressées doivent n'épargner aucun effort pour que ce processus se déroule dans les meilleures conditions et pour ne pas y faire obstacle. C'est la seule voie véritablement humaine, celle qui répond aux besoins des peuples de la région et non à des intérêts égoïstes. C'est ce que le Président du Nicaragua a souligné ce matin.

Des processus du même genre et tout aussi positifs ont également été engagés dans d'autres régions en conflit de notre planète. Les rouages du mécanisme de réconciliation nationale en Afghanistan et au Kampuchea ont commencé à s'enclencher. Ce sont tous des processus très complexes et très délicats. Si nous devons prendre en compte la voix de la raison émanant du coeur des peuples de ces pays, qu'est-ce qui serait le plus juste : encourager ces processus ou encourager les bandes de brigands à continuer de répandre le sang? La réponse à cette question est claire.

Il est tout aussi clair que grâce à des efforts concertés et minutieusement réfléchis, la communauté des nations peut et doit trouver une solution à la dangereuse impasse au Moyen-Orient, garantir le respect des droits de l'homme à la population autochtone d'Afrique du Sud, assurer l'indépendance de la Namibie et de tous les autres territoires dont les statuts coloniaux jettent le discrédit sur le prestige de cette fin du XXe siècle et trouver une solution juste aux problèmes de Chypre et de la Corée.

M. Gurinovich (RSS de Biélorussie)

Comment faudrait-il traiter tous ces problèmes? Nous avons à maintes reprises exprimé notre point de vue à ce sujet et sommes prêts à chercher ensemble la réponse à y apporter, cas par cas. La situation actuelle dans le golfe Persique indique, toutefois, comment il ne faudrait pas les traiter. Une concentration d'armements au lieu d'une concentration de bonne volonté n'aboutit qu'à aggraver le conflit et à étendre la menace aux pays de la région et à la sécurité universelle.

L'honnêteté et la pureté d'intention n'importent pas seulement dans les relations humaines mais aussi en politique internationale. Les recettes de Machiavel, qui étaient peut-être admissibles il y a bien longtemps, ne correspondent plus guère aux notions des règles du comportement au seuil du troisième millénaire. Nous souhaitons que les Nations Unies, cette université où l'on enseigne l'art de vivre en commun entre Etats, deviennent aussi un institut d'humanisation des relations internationales.

Passer à une nouvelle philosophie n'est pas facile, mais nous nous devons de le faire à notre époque. Il est temps d'abandonner l'égoïsme national et d'essayer de cerner la primauté des intérêts communs de toute l'humanité.

Aujourd'hui, il est possible de dire avec un optimisme prudent que les éléments de nouvelles approches et de politiques réalistes ont pris racine dans la communauté mondiale et commencent maintenant à germer, comme en témoignent les documents du Mouvement non aligné. La Commission Palme a mis au point un concept de "sécurité commune". Le Secrétaire général des Nations Unies, dans son rapport sur l'activité de l'Organisation, a mis l'accent sur une nouvelle composante, à savoir "une communauté croissante d'intérêts dans les affaires internationales". La Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement qui a eu lieu avant la session actuelle de l'Assemblée générale a insisté dans son document final sur le fait que la sécurité comprend des facteurs, non seulement militaires, mais également politiques, économiques, sociaux, humanitaires, relatifs aux droits de l'homme et écologiques. La Conférence a pris note de l'importance d'une approche collective répondant aux besoins de l'humanité dans son ensemble. Cette conclusion unanime d'une grande conférence a une signification considérable et doit devenir la directive universelle de nos actes.

M. Gurinovich (RSS de Biélorussie)

En effet, si nous prenons pour point de départ l'être humain et son coeur, il faut veiller à ce que les ressources matérielles, financières et intellectuelles soient non pas gaspillées à préparer la guerre, mais utilisées pour améliorer le bien-être des nations. Un milliard d'êtres humains dans les pays en développement vivent en deçà du seuil de la pauvreté, 780 millions souffrent de malnutrition, 850 millions ne peuvent ni lire ni écrire, 1,5 milliard sont privés de services médicaux et autant sont au chômage. Le désarmement est une source considérable et importante de ressources disponibles à consacrer au développement, y compris celui des pays en développement. Dans le domaine des relations économiques, la communauté mondiale doit affronter des problèmes gigantesques et compliqués. Ce serait vraiment trop simplifier que considérer l'entreprise privée et le libre jeu des forces du marché préconisés par certains comme une panacée universelle. Elle n'est pas la même pour tous. Pour certains elle est blanche, pour d'autres elle est noire. Elle ne produit pas seulement de clinquantes limousines, symbole occidental de la richesse. Une armée de chômeurs, les oreillers de pierre des trottoirs pour les sans-abri, un courant de ressources de nombreux milliards par an venant des pays pauvres pour entrer dans les coffres-forts des sociétés transnationales, le piège de la dette étrangère, voilà ce qui constitue la chaîne de production de ces limousines.

Surmonter le sous-développement, résoudre les problèmes de la sécurité économique, instaurer un nouvel ordre économique international, éliminer tout ce qui pèse sur les relations économiques mondiales, voilà les problèmes qui doivent être résolus d'urgence. Les Nations Unies sont, sans aucun doute, l'instance la plus appropriée pour trouver des solutions mutuellement acceptables à ces problèmes sur une base véritablement universelle et démocratique répondant aux intérêts de tous les pays. Nous aimerions que leur rôle et leur efficacité dans ce domaine augmentent à tout point de vue.

Les problèmes de la protection de l'environnement retiennent de plus en plus l'attention. Nous n'avons pas le droit de vivre aux dépens des générations futures. Une décence élémentaire exige que nous leur transmettions une terre où, au minimum, il soit possible de vivre et où, au maximum, il soit possible de bien vivre. Entre-temps, le niveau dangereux de pollution des océans, des rivières, des lacs, de l'air, de la désertification, la pénurie d'eau douce, la disparition d'espèces entières, ne sont pas de simples sonnettes d'alarme. C'est le tocsin qui

M. Gurinovich (RSS de Biélorussie)

sonne. L'humanité sous-estime depuis trop longtemps l'ampleur des problèmes, pensant que le potentiel de la nature est illimité. Toutefois, l'expérience a démontré que nous ne pouvons continuer à conquérir impunément la nature. Il est temps que nous apprenions à coexister de manière pacifique avec elle puisque l'humanité est l'une des parties qui la composent, la meilleure mais aussi la plus vulnérable de ces parties.

L'ampleur des tâches qui nous attendent dans ce domaine appelle d'urgence les efforts collectifs les plus étendus afin de les résoudre. Il est essentiel de songer à des projets conjoints pour protéger l'environnement des conséquences de l'activité économique et de mettre au point ensemble des techniques propres qui ne laissent pas de résidus. La lutte pour une terre prospère est devenue un polygone d'essais où les Etats peuvent apprendre à agir ensemble pour défendre leurs objectifs communs hautement humanitaires.

La coopération dans la prévention et le traitement des maladies dangereuses constitue également une activité encourageante et nécessaire. En 1958, la RSS de Biélorussie a été à l'origine de la décision de l'Assemblée générale visant à encourager la recherche internationale dans le traitement du cancer. Malheureusement, la situation internationale à l'époque n'a pas rendu possible l'application suivie de cette décision. Il est encore plus important maintenant, étant donné que les hommes ont fini par comprendre que leurs objectifs sont identiques, d'intensifier les efforts communs dans le domaine de la protection de la santé, en particulier pour combattre une maladie telle que le Sida.

L'humanisme pris dans le large sens du mot est, comme on l'a déjà noté, la clef de voûte de l'instauration en commun de la sécurité, le ciment qui s'infiltré dans toutes les couches des relations internationales. La nouvelle philosophie exige un regard neuf dans le domaine socio-humanitaire et demande qu'on le débarrasse des séquelles de la guerre froide, des préjugés idéologiques et d'une approche de pur affrontement. Elle exige que l'on trouve un cadre efficace de coopération internationale et que l'on fasse porter les efforts sur une reconnaissance universelle et l'observation des règles de droit international et des relations inter-Etats, élaborées dans le système des Nations Unies.

Si nous parlons du besoin de contacts entre les hommes, nous devons nous préoccuper aussi du besoin de compréhension entre les peuples. Il est essentiel à

M. Gurinovich (RSS de Biélorussie)

cette fin de garantir un flux de renseignements qui rapprocherait les peuples les uns des autres plutôt qu'il ne les antagoniserait, qui serait objectif et dénué de préjugés et partirait de l'image que l'on se fait d'un bon voisin, d'un partenaire et d'un ami plutôt que d'un ennemi.

Si nous parlons des droits de l'individu, de la réunification de la famille, du régime des visas, etc., nous devons tous accepter de nous laisser guider par les règles internationales qui ont été élaborées. A Berne, les pays participant au processus de la coopération européenne ont mis au point en commun un document important sur ce sujet et c'est seulement en raison de la position d'un seul Etat que ce document n'a pas pu se traduire par une norme internationale conjointe de protection des droits de l'homme. Même dans ces conditions, l'Union soviétique a déclaré qu'elle se laisserait guider par l'esprit et la lettre de ce document. D'autres auraient dû suivre. Si l'objectif poursuivi est la consolidation des droits de l'homme plutôt que quelque'autre objectif politique, on ne devrait pas faire obstruction à la convocation à Moscou d'un colloque pertinent comme l'a proposé l'URSS, mais on devrait y assister dans un esprit constructif.

De nombreuses tâches nous attendent et la communauté internationale est plus que capable de s'en saisir. Ce qui importe avant tout, c'est de veiller à ce que des objectifs et idéaux véritablement humanitaires ne soient pas remplacés par des nombres imaginaires.

Les buts et objectifs des Nations Unies sont nobles. Il est important que tant leur statut que leur autorité soient maintenus à un niveau tout aussi élevé. Malheureusement, nous devons reconnaître que des politiques stéréotypées, égoïstes et démodées, des politiques qui ont été dictées par des intérêts étroits et ont compliqué à l'extrême la situation internationale, ont aussi affecté le prestige des Nations Unies. Mais la vague grandissante d'approches nouvelles et d'une prise de conscience neuve des réalités l'élèvera inévitablement au niveau voulu. La RSS de Biélorussie y contribuera de toutes les façons possibles.

M. Gurinovich (RSS de Biélorussie)

En réalité, il n'y a pas d'instance internationale plus appropriée pour résoudre les problèmes qui se posent à l'humanité, que l'Organisation des Nations Unies et son système. Celle-ci est universelle à deux titres: tant pour ce qui est de la composition des Etats que pour les questions qu'elle examine. Pour cette raison, elle est appelée à devenir un véritable centre d'harmonisation de décisions des Etats visant à libérer les générations présentes et futures du fléau de la guerre, comme le prévoit la Charte. Elle doit être la tribune de l'ordre public international. Elle dispose d'un mécanisme puissant de maintien de la paix et de la sécurité que l'on peut mettre en marche par la volonté politique unie des Etats : le Conseil de sécurité, ses organes subsidiaires, le Comité d'état-major, les mécanismes de négociation, notamment la Conférence du désarmement, la Cour internationale, les institutions spécialisées, ainsi que toutes les autres institutions qui forment le système des Nations Unies. Tous ceux-là, s'ils travaillent sans relâche, à plein rendement, peuvent rendre notre monde beaucoup plus sûr et stable. Le Secrétaire général est appelé à jouer un rôle toujours plus important. En outre, vu les exigences de notre temps, on peut conférer à l'ONU de nouvelles fonctions et créer de nouveaux organes. La vérification et l'application des accords garantissant la sécurité et le désarmement, le règlement de la coopération fructueuse et pacifique dans l'espace - tout cela est possible. Il n'y a qu'une chose à exclure : les tentatives de faire suivre une voie non démocratique à l'ONU et à ses activités. Un blocus financier des activités de cette organisation est tout à fait inadmissible.

Dans le processus de constitution d'un système universel de paix et de sécurité internationales et tout en cherchant, à toutes les étapes, à promouvoir activement la réduction des potentiels militaires, l'ONU, en particulier dans un monde dénucléarisé, doit devenir le régulateur qui maintient l'équilibre de la suffisance raisonnable avec une tendance vers la réduction de celle-ci. L'objectif de notre organisation dans l'avenir pourrait se résumer à ceci : l'Organisation des Nations Unies doit devenir le garant de la sécurité universelle.

Il a été dit, à juste titre, que la guerre germe d'abord dans l'esprit des hommes, il nous faut dire à présent qu'une paix véritable commence avec une philosophie nouvelle. L'avenir appartient à l'action nouvelle.

La séance est levée à 13 h 15.